

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Débat sur l'assurance-chômage - premiers éléments d'opinion

⇒ **En termes de posture, la séquence pourrait s'avérer positive.** Alors que nos gestes suscitent en général peu d'attention, il est possible que celui-ci, après le débat sur les allocations familiales, ait été vu comme une capacité à faire l'actualité et à **ouvrir des discussions** (sans les fermer par avance) **sur des sujets perçus comme importants par les Français.**

Les commentaires en ligne sur les forums et les sites de PQR sont d'ailleurs nombreux, et assez peu hostiles. Là où d'ordinaire les invectives envers le gouvernement prennent vite le dessus et noient les discussions, des arguments sont cette fois échangés (*cf. infra*).

⇒ Sur le fond, **la réforme de l'assurance-chômage n'est pas un terrain facile en termes d'opinion, mais offre des marges réelles** [*sources : BVA/Itélé, février 2014 ; Ifop/Acteurs publics, février 2014 ; BVA/Les Echos, novembre 2013 ; Ifop/JDD, novembre 2013 ; questions d'actualité SIG*]

- **Les politiques de lutte contre le chômage n'échappent pas aux procès en illégitimité et en inefficacité.** Ainsi seuls 17% des Français jugent que « *l'argent public consacré à ces politiques est efficace* » (il s'agit d'un niveau faible, y compris par rapport au jugement sur l'efficacité d'autres politiques).

Au cœur de ces critiques se trouve la question d'une « incitation » qui serait insuffisante - ou de son revers, l'assistanat. Ainsi, 58% des Français croient que « *les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment* » (dont 41% des sympathisants PS), en progression de 7 points par rapport à début 2013 - ce malgré une réelle conscience de la gravité de la crise économique.

- **Une réforme de l'assurance-chômage pourrait donc recevoir un accueil positif**, et même sans doute répondre à une attente. Cependant **entrer dans ce sujet par le biais des économies ne paraît pas l'angle le plus facile, en particulier à gauche :**
 - **faire des économies sur l'assurance-chômage n'est certes plus un tabou.** La diminution des allocations chômage, testée en novembre dernier, recueillait 42% d'approbation (ce qui aurait été impensable il y a quelques années). Il est possible que cette proportion ait encore augmenté depuis un an. Cette réduction était cependant très peu populaire à gauche (25%), et plutôt soutenue à droite (60%).
 - **mais l'assurance-chômage n'est pas vu comme un poste d'économies prioritaires.** 17% seulement des Français considèrent qu'il s'agit de dépenses à réduire en priorité - à comparer notamment aux 30% s'agissant « *des prestations sociales autre que le chômage* ».

- **En revanche les réformes visant à inciter davantage au retour à l'emploi et éviter les fraudes (qui restent très surestimées) paraissent bien reçues ; même si elles aboutissent, de fait, à un durcissement de l'attribution des allocations :**
 - 64% se disent ainsi favorables à la **radiation des chômeurs qui refusent plus de deux offres raisonnables d'emploi** (51% à gauche).
 - 82% se disent favorables à la possibilité de **plafonner volontairement l'indemnisation en échange d'une baisse de cotisation** (82% à gauche),
 - la **dégressivité des allocations chômage au bout d'un an** est approuvée à 59%, mais partage la gauche (45% d'opinions favorables).
 - 67% approuvaient les propos de F. Rabsamen visant à « **renforcer les contrôles** chez Pôle Emploi pour vérifier que les gens cherchent bien du travail » (57% à gauche)
 - les Français sont en revanche **plus divisés sur l'opportunité de faire passer de 4 à 8 mois la durée nécessaire de travail pour être indemnisé** (50%, 38% à gauche)

⇒ *Si la réduction des dépenses consacrées à l'assurance chômage ne semble pas agir comme un repoussoir, nous paraissions peu attendus sur ce sujet.*

En revanche le thème de l'efficacité de ces dépenses, de l'incitation à retrouver un emploi et de l'équilibre des droits et des devoirs pourraient constituer de bons points d'entrée (y compris, même si dans une moindre mesure, auprès des sympathisants de gauche) ; et sans doute pouvoir justifier, à titre accessoire et non principal, des économies.

Adrien ABECASSIS

ANNEXE : extraits de commentaires en ligne

1. favorables

« Le chômage est un drame profond qui plonge des familles entières dans le désarroi. Mais il faut bien reconnaître que certains en ont fait leur métier. Commençons à faire véritablement la chasse aux fraudeurs au lieu de se contenter de dire simplement qu'ils existent sans jamais lever le petit doigt pour les éradiquer. Il y a des économies substantielles à faire ! On pourra ainsi donner aux vraies victimes du chômage des moyens de subsistance décents pour vivre dignement ».

« Il faut débusquer les chômeurs "professionnels" c'est une évidence. Si un jour je suis malheureusement au chômage et que je ne suis pas soutenu par l'Etat à cause des agissements passés de ces individus qui aurait entraîné la diminution/suppression des indemnités chômage et que ma famille en souffre, j'aurais la haine ».

« Le chômage n'est pas un dû mais un moyen de pouvoir se mettre à chercher du travail en ayant une compensation minimale financière. Le temps ne doit être consacré que à chercher du travail ou à se former, et non à se dire "j'ai cotisé pour donc à moi d'en bénéficier". J'ai été au chômage je sais de quoi je parle ».

« Comment inciter des personnes qui ne font rien en étant payés à retravailler ? Les chômeurs ne doivent pas être désocialisés. Ils doivent continuer à se lever le matin et faire quelque chose pour avoir droit de toucher des indemnités. Travaux d'intérêt public, entretien des chaussées, travail de bureau, n'importe quoi. RMI RSA, il faut revoir tout cela ».

« Et ben il était temps. Mais c'est pas le chômage qu'il faut reformer, c'est le système du travail entier et les charges ! »

« Valls se place comme futur présidentiable, il fait dans le populisme. Il pourra toujours dire voyez moi j'ai essayé de faire bouger les choses mais les partenaires sociaux, les autres n'ont pas voulu ».

2. défavorables

« Toutes nos usines ont fermées, ou se sont expatriées. Comment retrouver un cdi, lorsqu'on a dépassé 45 ans ? Pourquoi nos jeunes diplômés s'expatrient ? Alors M. Valls, avant de dire que le chômeur est un fainéant, faite en sorte que dans notre pays il y ait du travail ».

« Donc on "pousse" les chomeurs à trouver un emploi qui... n'existe pas vraiment. On peut m'expliquer la logique ? ».

« Il faut inciter les chômeurs au retour à l'emploi dit Valls. Moi je veux bien mais.... où sont les emplois ? »

« Avant de réformer l'assurance chômage, ils ont qu'a payé un peu mieux tous ces boulots minable, et peut-être que les gens seront motivé a allé au turf »

« La réduction des droits au chômage une nouvelle manière de créer une pauvreté supplémentaire comme l'Espagne, Italie, Grèce, GB, enfin comme pratiquement toute l'Europe, nous allons devenir une société lowcost ».

3. à noter, comme souvent, beaucoup de commentaires sur les demandes d'exemplarité

« Il y a des tricheurs, que l'on s'attaque à eux. Mais l'exemple n'est pas donné en haut. N'oublions pas qu'un député non réélu au bout de 5 ans touche 1390€ à vie. Il y a quand même un gros problème ».

« Les indemnités chômages des hommes politiques durent ... 60 MOIS ! avec 6 mois de salaires pleins. On comprend pourquoi ils se battent pour être élus, et ne pleurent pas quand ils sont virés : un coup la gauche au pouvoir, un coup la droite... ils ont un salaire à vie ».

« Ils feraient bien de réformer leurs salaires, ministres, députés, sénateurs, ça ferait pas mal d'économies ».

« Et si on réformait d'abord le chômage des ministres, des députés et des sénateurs, je pense que ça ferait énormément d'économie dans les caisses de l'Etat. Mais ils ne vont pas se tirer une balle dans le pied ».